

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

L'opposition propose des exigences qui auront pour effet de doubler la tâche des parlementaires, ce qui est typique des membres du Nouveau parti démocratique. Ils vont tout paralyser avec cette proposition qui ensevelira la Chambre des communes sous une montagne de paperasserie administrative. C'est tout à fait irresponsable. Je souligne également que tous les règlements proposés par décret sont renvoyés au comité mixte d'examen de la réglementation. J'ai participé à l'examen de règlements où le gouvernement avait mal exécuté un programme. Le comité mixte a constaté que les règlements laissaient à désirer et en a fait rapport à la Chambre des communes. Des changements ont été apportés. Pourquoi répéter des formalités qui existent déjà? C'est ce que propose l'opposition avec cette série d'amendements n^{os} 30, 32, 38, 41, 43, 44, 50, 56 et 58.

Une voix: Bingo!

M. McDermid: Cela ressemble en effet à une partie de bingo. L'opposition propose que la Chambre établisse des règlements. Si elle commence à en établir, nous n'accomplirons jamais rien.

M. Blackburn (Brant): Nous pourrions peut-être les comprendre.

M. McDermid: Le député de Brantford dit que le public et nous-mêmes les comprendrions peut-être mieux.

M. Blackburn (Brant): C'est exact.

M. McDermid: Je serais prêt à parier que non.

Je pense que le système actuelle est tout-à-fait adéquat et qu'il répond à toutes les préoccupations que l'opposition a formulées aujourd'hui à la Chambre des communes. Je recommanderai à mes collègues de rejeter cette série d'amendements parce qu'ils sont tout à fait inutiles et font doubles emploi avec ce qui est déjà en vigueur.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'appuie ces amendements. Malheureusement, ce n'est pas l'endroit pour démontrer la faiblesse de ce projet de loi. Dans l'état actuel des choses, les amendements ne remédient qu'en partie à des difficultés majeures.

Je rappelle aux députés que lorsque le gouvernement conservateur a relancé l'idée du libre-échange et qu'on a posé des questions et contesté le projet, on nous a promis qu'un accord ne serait signé que s'il comportait des mécanismes de règlement des différends tellement précis et clairs que lorsqu'un secteur de l'industrie canadienne, l'agriculture ou le secteur des services, estimerait que les Américains ont recours à des pratiques concurrentielles déloyales, un Tribunal aurait le pouvoir de rendre une décision qui lierait les Canadiens et les Américains. Or, nous constatons maintenant que ce Tribunal sera saisi de tous les différends, mais sous le régime de la loi américaine. Dans les cas où la loi américaine différerait de la loi canadienne, le Tribunal devra trancher en faveur des Américains.

J'aimerais parler de deux secteurs de l'économie du Manitoba qui auront à souffrir de l'Accord. Premièrement, l'industrie du vêtement et du textile. Chez nous, à Winnipeg, cette

industrie compte environ 10 000 travailleurs, des femmes pour la plupart. Une bonne partie de ces travailleurs sont de nouveaux immigrants originaires des Philippines, de Hong Kong et du Vietnam. L'industrie canadienne a été et demeure soumise à des pressions considérables à cause des importations de pays du Tiers-Monde où les ouvriers sont beaucoup moins bien payés qu'en Amérique du Nord. À cause de l'Accord, l'industrie canadienne et ses travailleurs devront concurrencer non seulement les importations du Tiers-Monde mais aussi celles en provenance des États-Unis.

Que pensent les travailleurs de cette industrie, de l'Accord? Permettez-moi tout d'abord de citer un article paru en mars de cette année dans le *Winnipeg Free Press*. Le titre de l'article est le suivant: «Clothing factories threaten to close» (Des manufactures de vêtements menacées de fermeture). L'article débute de la façon suivante:

Deux fabricants de vêtements de Winnipeg menacent de fermer leurs portes si le gouvernement fédéral n'adopte pas un ensemble de mesures de protection contre l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

M. Peter Nygard, président de *Nygaard International*, et Gary Steiman, président de *Gemini Fashions of Canada Ltd*, ont déclaré hier que l'industrie a besoin d'un montant d'appoint minimum de 200 millions de dollars pour pouvoir concurrencer les grandes sociétés américaines.

Sans cela, ils affirment que leurs entreprises seront anéanties par la concurrence américaine dans un contexte de libre-échange et qu'ils seront forcés de fermer leurs établissements au Canada pour aller s'installer aux États-Unis.

Je rappelle aux honorables députés que M. Peter Nygard a présidé le comité consultatif créé par ce gouvernement pour étudier les effets de l'Accord sur l'industrie du vêtement et du textile. M. Peter Nygard, en dépit de certains changements mineurs qui n'ont fait droit qu'en partie à ses objections, a été très clair. Il a déclaré, selon le *Financial Post*, qu'il s'oppose à l'Accord. M. Nygard parle au nom de l'industrie.

• (1150)

Je voudrais consigner au procès-verbal le point de vue des syndicats. Je citerai une brochure publiée par l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames qui s'oppose à l'accord tout autant que les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile et que d'autres syndicats dans cette industrie. Cette brochure a été publiée par le siège du syndicat à Toronto, mais celui-ci parle certainement au nom de ses membres à Winnipeg qui partagent le même point de vue. Je cite:

L'UIOVD et les Néo-Démocrates de l'Ontario ont en guerre contre l'Accord commercial de Mulroney.

Salaires moins élevés. Licenciements. Avantages moins nombreux. Réductions de l'assurance-maladie. Diminution des services de santé et sociaux. Voilà ce que cet accord apportera aux travailleurs du vêtement. C'est pourquoi votre syndicat l'UIOVD... dit: «NON...» au libre-échange.

Le premier ministre Ministre Mulroney dépense 12 millions de dollars à convaincre les Canadiens que l'Accord signé avec Ronald Reagan est bon pour nous. Mais il ne dit pas la vérité sur ce mauvais marché.

Les Libéraux ne sont guère mieux. Ils sont confus. Le leader libéral fédéral John Turner a dit qu'il déchirerait l'Accord, mais David Peterson dit le contraire.

Ce sont les Libéraux qui ont ouvert notre marché de la chaussure aux importations en 1981, ce qui a coûté leur emploi à des milliers de travailleurs canadiens. Regardez ce qui est arrivé. Les commandes de souliers faits au Canada ont diminué, et les importations ont augmenté ainsi que les prix.